



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Région
Nord Pas de Calais - Picardie

Direction départementale
des territoires et de la mer
de « département »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements hors herbicides sur grandes cultures avec une part importante de maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production intégrés dans des rotations »

« NC_SOE5_GC06 »

du territoire « Bassin Versant Nord Audomarois »

Campagnes 2015 et 2016

Opérations mobilisées PHYTO_06 et PHYTO_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires autres que les herbicides, dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications phytosanitaires réalisées à la parcelle, en dehors des traitements herbicides, sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Les herbicides sont exclus dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérennes et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète en effet l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable (1) et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires (2) ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation (3) et surtout de l'itinéraire technique (4). S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération est une adaptation de l'engagement unitaire PHYTO_05 pour les systèmes de grandes cultures comportant une part plus importante de cultures ne faisant quasiment pas l'objet de traitements phytosanitaires hors herbicides : le maïs, le tournesol et les prairies temporaires.

Pour autant, l'effort de réduction des apports par rapport à l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire sur les autres cultures présentes reste intéressant dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau.

Ces cultures (maïs, le tournesol, les prairies temporaires et jachère sans production intégrés dans une rotation) sont donc exclues du calcul de l'IFT mais pourront être présentes sur les surfaces engagées de façon à favoriser leur intégration dans une rotation diversifiée. Leur proportion dans la surface engagée est toutefois limitée à 60% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire.

En effet, l'effort de réduction étant moindre, les pertes et surcoûts occasionnés par la réduction des traitements par rapport à l'IFT de référence du territoire sont moindres lorsque la proportion de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et jachère sans production est plus forte que dans l'assolement moyen du territoire. Le montant unitaire à l'hectare de l'engagement unitaire PHYTO_06 est ainsi réduit par rapport à celui de l'engagement unitaire PHYTO_05. Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

- (1) De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes
- (2) possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible
- (3) ex : diversité des cultures, cultures étouffantes
- (4) ex : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 89 ,17€ par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est plafonné selon les modalités suivantes : pas de modalités de plafond.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « NC_SOE5_GC06 » n'est à vérifier.

L'éligibilité du demandeur :

Seules les exploitations dont au moins un îlot est inclus dans le territoire de l'Opération de reconquête de la qualité de l'eau (ORQUE) du bassin versant Nord-Audomarois, ouvert à l'enjeu « Eau », sont éligibles ;

Prise en compte du verdissement

Justification de la prise en compte des pratiques du verdissement afin d'éviter tout double paiement :

- Diversification des cultures : cette exigence n'a pas d'interaction avec cette opération.
- Présence de 5 % de SIE sur les terres arables : cette exigence a une interaction avec cette opération. Afin d'éviter tout double financement seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt écologique

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « NC_SOE5_GC06 » les surfaces en terres arables de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un co-financeur au niveau de la mesure.

Sont éligibles, les surfaces de grandes cultures.

Le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans la rotation sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 60% de la surface totale engagée dans cette mesure car elles ne sont pas concernées par l'objectif de réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides.

50 % minimum des surfaces couvertes par le type de cultures éligibles de l'exploitation situées sur le territoire est à engager l'année de la demande.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Il n'y a pas de critères de sélection spécifiques à cette mesure.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Pour les contractualisations 2015, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Pour les contractualisations 2016, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « NC_SOE5_GC06 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de	Gravité	
surface totale engagée inférieure à 60 %					
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. ci-dessous pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ¹ + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils ²
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence			Réversible	Secondaire	A seuils

¹ **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

² **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de	Gravité	
du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides					
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement 1 bilan en année 1, 1 bilan en année 2, 1 bilan en année 3, 1 bilan en année 4, 1 bilans en année 5 ;	<p>Sur place</p> <p>Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation.</p> <p>Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.</p>	<p>Bilan(s) annuel ou pluriannuels.</p> <p>Factures</p>	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se

traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

5.2 Informations relatives au suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement

Pour assurer le respect de l'engagement, une formation devra être suivie qui devra respecter les modalités suivantes :

- être d'une durée minimale de 3 jours
- comprendre au moins une journée de reconnaissance de terrain
- être centrée sur le raisonnement de la lutte contre les bio-agresseurs
- être contextualisée aux enjeux du territoire

Les structures agréées au niveau régional sont : la chambre d'agriculture de région du Nord-Pas-de-Calais

5.3 Informations relatives à la réalisation des bilans accompagnés

Un bilan de la stratégie de protection des cultures, d'une durée minimale d'une journée, est réalisé avec l'appui d'un technicien agréé au moins une fois par an durant les 5 années de l'engagement.

Les techniciens agréés peuvent être sollicités parmi les organismes suivants :

- chambre d'agriculture de région du Nord-Pas-de-Calais
- groupes de développement agricole (GEDA, CETA,...)
- fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie

En année 1, le bilan réalisé comporter a minima les deux volets suivants :

- volet intensité du recours aux produits phytosanitaires
- Calcul de l'indice de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne écoulee pour chaque culture, puis toutes cultures confondues en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport au seuil de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées
- Formulation de préconisations de stratégie de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages (en cas de contractualisation d'une MAE comprenant une opération correspondant à une obligation de résultat), ou optimiser l'efficacité de la

solution agronomique mise en œuvre (en cas de contractualisation d'une MAE avec obligation de moyens)

- Volet substances à risques

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul de nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations (voir 5.5)
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance

En année 2, 3, 4 et 5, le bilan annuel réalisé avec l'appui d'un technicien agréé doit être d'une durée minimale d'une journée et comporter a minima :

- un suivi de la prise en compte des préconisations formulées lors du bilan en année 1
- le calcul de l'IFT en cours et l'analyse associée pour la campagne culturale écoulée
- un point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et sur leur efficacité en termes de stratégie de protections des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisés pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

5.4 Valeurs des IFT hors-herbicides à respecter sur l'ensemble de vos parcelles engagées et sur l'ensemble de vos parcelles non engagées

A compter de la campagne culturale débutant après le dépôt de votre demande d'engagement :

- sur l'ensemble de vos parcelles engagées en grandes cultures dans la mesure « NC_SOE5_GC06 » l'IFT objectif une année donnée (colonne 4) sera vérifié en moyennant l'IFT réel (de la surface engagée) de l'année considérée avec les IFT réels (de la surface engagée) des deux années précédentes lorsque cela est possible. D'autre part, en année 5, au moins l'une des deux exigences suivantes devra être respectée :

soit atteinte de l'IFT objectif en année 5 par l'IFT moyenné sur les trois dernières années ;

soit atteinte d'un IFT objectif sur la seule année 5.

- Vous devez respecter au cours de chaque campagne culturale sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures non engagées dans cette mesure : l'IFT hors-herbicides de référence (colonne 1 du tableau suivant)

	IFT hors-herbicides de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures non engagées (1)	IFT hors-herbicides sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures engagées vérifié	Pourcentage de réduction de l'IFT hors-herbicides à atteindre sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures engagées (2)	IFT hors-herbicides maximal à respecter sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures engagées (3) = (1) x [1 - (2)]
Année 2	IFT hors herbicides : 4.4 / 5.5*	IFT hors-herbicides année 2	30%	3.1/3.9
Année 3		Moyenne IFT hors-herbicides année 2 et 3	35%	2.9/3.6
Année 4		Moyenne IFT hors-herbicides année 2, 3 et 4	40%	2.7/3.3
Année 5		Moyenne IFT hors-herbicides année 3, 4 et 5 ou IFT hors-herbicides année 5	50% en moyenne ou 50% sur l'année 5	2.2/2.8

Modalités de calcul de l'IFT hors herbicides réalisé pour chaque campagne culturale sur l'ensemble de vos parcelles engagées :

Surfaces éligibles = surfaces en grandes cultures hors gels sans production et légumes de plein champ.

$$\text{IFT herbicides} = \frac{\text{Nombre doses homologuées appliquées sur la parcelle engagée}}{\text{Surface de la parcelle engagée}}$$

Modalités de calcul de l'IFT hors herbicides réalisé pour chaque campagne culturale sur l'ensemble de vos parcelles non engagées :

$$\text{IFT hors herbicides avec ruminants} = \frac{\Sigma (\text{IFT GC} * \text{surf GC}) + 0 * \text{surf PT}}{\Sigma (\text{surf GC}) + \text{surf PT} \text{ (surfaces éligibles non engagées)}}$$

$$\text{IFT hors herbicides sans ruminant} = \frac{\Sigma (\text{IFT GC} * \text{surf GC})}{\text{Surface de la parcelle engagée}}$$

5.4 Listes minimale des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction en raison du risque qu'elles représentent

Liste nationale (Extrait de la liste parue dans l'avis relatif à la liste des substances dangereuses du plan interministériel de réduction des risques liés aux pesticides – JO du 10 décembre 2006)

Béta-cyfluthrine	Cyfluthrine	Fluquinconazole	Méthomyl
Bromoxynil	Cypermethrine *	Fluzilazole	Propargite
Bromoxynil (octanoate)	Dichlorvos	Formétanate	Triacétate de guazatine
Captane	Diquat	Ioxynil	Zirame
Chlorophacinone	Ethoprophos	Isoproturon	
Chlorothalonil	Fenbutatin	oxyde Lambda-cyhalothrine	
Chlorpyrifos-ethyl	Flumioxazine	Linuron	

* nom générique permettant de rassembler tous les mélanges isomériques à base de cette substance.

Il s'agit plus précisément de l'alpha-cypermethrine ou alpermethrine (composition isomérique : cis/trans = 100/0)

Liste régionale³

2,4-D	Diméthachlore	Imidaclopride	Phenmediphame,
2,4-MCPA	Diméthoate	Iodosulfuron	Propyzamide
Acétochlore	Epoxiconazole	Mecoprop P	Prosulfocarbe
Aminotriazole	Ethofumesate	Métam-sodium	Pyrimicarbe
Azoxystrobine	Fenpropidine	Métazachlore	Piperonyl
Bentazone	Fenpropimorphe	Metconazole	Quinmérac
Chlortoluron	Fluazinam	Métribuzine	Sulcotrione
Cyproconazole	Flufénacet	Metsulfuron methyl	Tefluthrine
Dichlorprop P	Fluroxypyr	Oxadiazon	Thifensulfuron-méthyle
Diflufénicanil	Glyphosate	Pendimethaline	Triclopyr

6. Recommandations à portée non obligatoires sur le territoire Bassin Versant Nord Audomarois

Le Diagnostic Parcellaire n'est pas exigé mais est recommandé dans le cadre de l'Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau. L'exploitant peut alors se rapprocher de l'animateur ORQUE de la Communauté d'agglomération de Saint Omer pour plus d'informations.

³ il a été vérifié qu'aucune de ces substances actives ne couvrait seule un usage, permettant le recours à une autre substance ayant un profil moins défavorable

7. Modèle de cahier d'enregistrement

Numéro de parcelle (coordonnées GPS ou référence cadastrale ou RPG)			
Type d'intervention (application traitements phytosanitaire, semis, faux-semis, etc.)	Date	Nom complet de la spécialité commerciale	Quantité/dose avec les unités correspondantes
Ex : semis blé	14/10/2014	Apache	180 graines/m ²
Ex : passage houe rotative	15/03/2015		
Ex : application fongicide	30/03/2015	XXXX	2L/ha